



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 22/04/2021

Votre annonce n°21-49858 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Cette annonce n'est plus modifiable.
Les corrections ou annulation éventuelles devront faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après la publication de l'avis au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.
Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).
En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.
> [Contact client](#)

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **75**
Annonce No **21-49858**
Travaux
Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : CNSMD de Paris.
Correspondant : laure SORO, conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris 209 avenue Jean Jaurès 75019 Paris,
courriel : lsoro@cnsmdp.fr adresse internet : <http://www.conservatoiredeparis.fr>.
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.
Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Enseignement.

Objet du marché : travaux pour l'extension du réseau wifi et maintenance associée pour le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris.

Type de marché de travaux : exécution.

Catégorie de services : 1.

CPV - Objet principal : 45262700

Objets supplémentaires : 72250000
72267000.

Lieu d'exécution : conservatoire de Paris, 209 avenue Jean Jaurès, 75009 Paris.

Code NUTS : FR10.

Caractéristiques principales :

voir le CCTP et les pièces graphiques et financières associées

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : voir le CCTP et les pièces graphiques et financières associées.

Options : descriptions concernant les achats complémentaires : le Conservatoire se réserve la possibilité de confier au titulaire, pendant la durée d'exécution du marché et dans le cadre d'un ou plusieurs marchés sans publicité et sans mise en concurrence, la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché en application de l'article R2122-7 du Code.

Des variantes seront-elles prises en compte : oui.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 64 mois à compter de la notification du marché.

Cautionnement et garanties exigés : (Voir Ccap) Une retenue de garantie est exigée pour le versement de l'avance. La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire dans les conditions des articles R. 2191-36 à R.2191-42 du code.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : (Voir Ccap) Les paiements dus au titulaire sont réalisés conformément aux règles de la comptabilité publique notamment du Décret no2012-1246 du 7 novembre 2012.

L'ordonnateur des dépenses et le comptable assignataire des dépenses, chargé des paiements, sont désignés dans l'acte d'engagement. Les paiements s'effectuent par mandat administratif dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture conformément aux articles R2192-10 et R2192-12 du Code et après service fait.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : conjoint ou solidaire.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Critères de sélection des candidatures : voir le règlement de la consultation.

Situation juridique - références requises : voir le règlement de la consultation.

Capacité économique et financière - références requises : voir le règlement de la consultation

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : voir le règlement de la consultation.

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux

articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
 - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
 - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
 - Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
 - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;
 - Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché;
 - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
 - En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise;
 - Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat;
 - Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
 - Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
 - S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre;
 - Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.
- La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 21 mai 2021, à 17 h 30.

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2021PA05.

Renseignements complémentaires : des visites obligatoires sont organisées. Trois créneaux seront proposés aux candidats qui doivent impérativement contacter Mme Julie LACOMME (jlacomme@cnsmdp.fr) copie à Laure SORO (lsoro@cnsmdp.fr) pour la prise de rendez-vous afin d'effectuer une visite. La signature électronique est requise dans le cadre du présent marché. Les candidats doivent se doter d'un certificat de signature électronique pour signer l'acte d'engagement, la DPGF, le mémoire technique. Le Conservatoire de Paris pourra conduire des négociations avec les candidats suite à une première analyse des offres. Le Conservatoire pourra attribuer le marché sans conduire de négociations, sur la base des offres initiales.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Le DCE est téléchargeable uniquement, gratuitement et en libre accès sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics du Conservatoire: <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Toutes les communications pour le marché seront faites par le biais de la plateforme ainsi précisée. Les candidats doivent obligatoirement s'inscrire pour poser leurs questions, recevoir les réponses et les alertes de modifications effectuées sur le DCE.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

les offres doivent être remises uniquement de manière électronique sur la plateforme acheteur du Conservatoire de Paris : <https://www.marchespublics.gouv.fr>. Les candidats doivent s'assurer de remettre l'ensemble des pièces demandées pour le marché dans leurs plis. En cas de multiples dépôts d'offres, seul le dernier pli sera ouvert par le Conservatoire de Paris. Les candidats peuvent également remettre une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour remettre leurs offres.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 22 avril 2021.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris 7 Rue de Jouy 75004 Paris.

Organe chargé des procédures de médiation : , tél. : 01-44-59-44-00, courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris 7 Rue de Jouy 75004 Paris, tél. : 01-44-59-44-00, courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>.

Mots descripteurs : Bâtiment, Informatique (maintenance serveurs et réseaux).

Éléments de facturation :

Classe de profil : Autres organismes publics

Siret : 19753495100037

Libellé de la facture : CNSMD de Paris SAGF Bureau du Budget 209 avenue Jean Jaurès 75019 Paris

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 21 mai 2021

Objet de l'avis : Travaux pour l'extension du réseau wifi et maintenance associée pour le conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris

Nom de l'organisme : CNSMD de Paris

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun

[Imprimer](#) [Retour](#)

ACCR4047974



> [Informations légales](#)